



## **Rapport de gestion Pour l'exercice clos le 30 novembre 2015**

### **Généralités**

Le présent rapport de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Groupe d'Alimentation MTY inc. (« MTY ») fournit de l'information additionnelle et devrait être lu de pair avec les états financiers consolidés de la Société et les notes afférentes pour l'exercice clos le 30 novembre 2014.

Dans le présent rapport de gestion, « Groupe d'Alimentation MTY inc. », « MTY » ou « la Société » désignent, selon le cas, Groupe d'Alimentation MTY inc. et ses filiales ou Groupe d'Alimentation MTY inc. ou l'une de ses filiales.

Les données et renseignements présentés dans ce rapport de gestion ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS ») et aux interprétations présentement émises et adoptées qui s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Le présent rapport de gestion est arrêté au 15 février 2016. De l'information supplémentaire sur MTY, de même que ses plus récents rapports annuels et trimestriels ainsi que des communiqués de presse sont disponibles sur le site Web de SEDAR, [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### **Énoncés prospectifs et utilisation d'estimations**

Le présent rapport de gestion et notamment, sans s'y restreindre, les rubriques intitulées « Aperçu », « Chiffre d'affaires d'établissements comparables », « Passifs éventuels » et « Événements postérieurs », renferment des énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comportent, sans s'y limiter, des déclarations relatives à certains aspects des perspectives d'affaires de la Société au cours de l'exercice 2015. Ils comprennent également d'autres assertions qui ne réfèrent pas à des faits historiques distinctement vérifiables. Un énoncé prospectif est formulé lorsque ce qui est connu ou prévu aujourd'hui est utilisé pour faire un commentaire à propos de l'avenir. Les énoncés prospectifs peuvent renfermer des mots tels hypothèse, but, conseil, intention, objectif, aperçu et stratégie, ou employer à divers temps, notamment au conditionnel ou au futur, des verbes tels viser, anticiper, croire, s'attendre à, planifier, projeter, rechercher, cibler, s'efforcer, pouvoir ou devoir. Tous ces énoncés prospectifs sont formulés en vertu des dispositions d'exonération prévues par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables.

À moins d'indication à l'effet contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion décrivent les prévisions de la Société au 15 février 2016 et, par conséquent, sont sujets à changement après cette date. Le Société ne s'engage d'aucune façon à actualiser ou à réviser un énoncé prospectif, que ce soit à la suite d'une information nouvelle, d'événements futurs ou autrement, si ce n'est en vertu des exigences des lois sur les valeurs mobilières canadiennes.

De par leur nature même, les énoncés prospectifs sont soumis à des incertitudes et risques intrinsèques. Ils sont fondés sur plusieurs hypothèses qui soulèvent la possibilité que les résultats ou événements réels diffèrent substantiellement des attentes implicites ou explicites qu'ils expriment ou que les perspectives d'affaires, les objectifs, les plans et les priorités stratégiques ne se réalisent pas. En conséquence, la Société ne peut garantir qu'un énoncé prospectif se concrétisera et le lecteur est avisé de ne pas accorder une confiance induite à ces énoncés prospectifs. Dans ce rapport de gestion, les énoncés prospectifs sont formulés afin d'informer sur les priorités stratégiques actuelles, les attentes et les plans de la direction. Ils visent à permettre aux investisseurs et à d'autres de mieux comprendre les perspectives d'affaires et le milieu d'exploitation. Le lecteur est avisé, cependant, que cette information peut être inappropriée lorsqu'utilisée à d'autres fins.

Les énoncés prospectifs formulés dans ce rapport de gestion sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses qui sont considérées raisonnables au 15 février 2016. Veuillez vous reporter, en particulier, à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » pour une description de certaines des hypothèses clés, tant économiques, commerciales et opérationnelles, que la Société a utilisées dans la rédaction des énoncés prospectifs apparaissant dans ce rapport de gestion. Si ces hypothèses se révèlent inexacts, les résultats réels peuvent s'écarter de façon importante des prévisions.

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés conformément aux IFRS et le rapport de gestion, la direction doit exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables et utiliser des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les soldes comptabilisés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges et sur les renseignements fournis quant aux passifs éventuels et aux actifs éventuels.

À moins d'indication contraire aux présentes, les priorités stratégiques, les perspectives d'affaires et les hypothèses décrites dans le rapport de gestion antérieur demeurent essentiellement les mêmes.

Des facteurs de risque importants pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels s'écartent substantiellement de ceux exprimés ou suggérés par les énoncés prospectifs susmentionnés et par d'autres énoncés prospectifs contenus ailleurs dans ce rapport de gestion. Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, l'intensité des activités concurrentielles et leur incidence sur la capacité d'attirer la clientèle; la capacité de la Société d'obtenir des emplacements avantageux et de renouveler les baux actuels à des taux acceptables; l'arrivée de concepts étrangers; la capacité d'attirer de nouveaux franchisés; les changements en matière de goûts de la clientèle, de tendances démographiques et quant à l'attrait des concepts; les changements à l'égard des profils d'achalandage ainsi que des coûts et taux d'occupation des centres commerciaux et tours de bureaux; la conjoncture économique et financière générale; les niveaux de confiance et de dépenses du consommateur; la demande et les prix des produits; la capacité de mettre en œuvre des stratégies et des plans de manière à générer les profits attendus; les situations affectant la capacité de tiers fournisseurs de procurer des produits et services essentiels; la disponibilité et le coût de la main-d'œuvre; la volatilité des marchés de valeurs; les contraintes opérationnelles ainsi que l'occurrence d'épidémies, de pandémies et d'autres risques pour la santé.

Les facteurs de risque ci-dessus et d'autres qui pourraient donner lieu à des résultats ou événements substantiellement différents des attentes explicites ou implicites formulées dans nos énoncés prospectifs sont commentés dans le présent rapport de gestion.

Le lecteur est avisé que les risques décrits ci-dessus ne sont pas les seuls susceptibles d'affecter la Société. Des incertitudes et risques additionnels qui sont inconnus pour l'instant ou qui sont présentement jugés négligeables peuvent aussi avoir un effet préjudiciable l'entreprise, sa situation financière ou les résultats d'exploitation.

À moins d'indication contraire de la Société, les énoncés prospectifs ne rendent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments spéciaux, ou de quelque disposition,

monétisation, fusion, acquisition, autre regroupement d'entreprises ou autre opération qui peuvent être annoncés ou peuvent survenir après le 15 février 2016. L'impact financier de telles opérations et d'éléments non récurrents ou spéciaux peut être complexe et dépend des particularités de chaque cas. En conséquence, la Société ne peut en décrire les conséquences prévues de façon concrète ou de la même façon que les risques connus ayant une incidence sur son entreprise.

### **Respect des normes internationales d'information financière**

À moins d'indication contraire, les renseignements financiers présentés ci-après, y compris les valeurs tabulaires, sont libellés en dollars canadiens et établis selon les normes internationales d'information financière (« IFRS »).

MTY utilise comme indicateur le bénéfice avant impôts, intérêts sur la dette à long terme et amortissements (« BAIIA ») parce qu'il permet à la direction d'évaluer la performance opérationnelle de la Société. La Société présente également le chiffre d'affaires des établissements comparables, qui est défini comme le volume comparatif des ventes générées par des établissements ouverts depuis au moins treize mois ou acquis il y a plus de treize mois. Ces indicateurs financiers sont largement reconnus, mais ils n'ont pas une définition standard au sens des principes comptables généralement reconnus (« PCGR »). Il est donc possible qu'ils ne puissent être comparés à ceux présentés par d'autres sociétés. Ces indicateurs non conformes aux PCGR visent à fournir des renseignements additionnels sur la performance de MTY et ils ne devraient pas être considérés isolément ou en lieu et place d'un indicateur conforme aux PCGR.

La Société utilise ces indicateurs pour évaluer la performance de l'entreprise puisqu'ils reflètent ses activités courantes. La direction croit que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA pour évaluer la capacité d'une société à satisfaire ses obligations de paiement ou en tant qu'outil d'évaluation courant des entreprises du secteur. De la même façon, le chiffre d'affaires des établissements comparables fournit à l'investisseur des renseignements supplémentaires sur la performance du réseau qui n'ont pas d'équivalent sous les PCGR. Ces deux indicateurs interviennent également dans l'établissement de la rémunération incitative à court terme de certains employés.

### **Faits saillants d'événements significatifs au cours de l'exercice**

Le 18 décembre 2014, la Société a annoncé qu'elle avait réalisé l'acquisition de 100% de l'actif des restaurants Manchu Wok, Wasabi Grill & Noodle et SenseAsian et ce, pour une contrepartie totale de 7,9 millions \$. La transaction prenait effet le 18 décembre 2014.

Le 23 mars 2015, la Société a acquis les participations ne donnant pas le contrôle de l'une de ses filiales (9286-5591 Québec inc., qui fait affaires sous la dénomination ThaiZone) pour une contrepartie de 0,8 million \$. La filiale est désormais propriété exclusive de la Société.

En mai 2015, la Société a estimé que la vente de 7687567 Canada inc. dans un avenir proche était improbable et de ce fait, la participation dans une filiale détenue en vue de la vente a été reclassée en tant que filiale consolidée. Les soldes de périodes antérieures portés aux états consolidés des résultats et du résultat global, aux états de la situation financière ainsi qu'aux états des flux de trésorerie ont été retraités en fonction de ce reclassement.

Le 18 septembre 2015, la Société a acquis 60% de l'actif de Big Smoke Burger pour une contrepartie totale de 3,0 millions \$.

## Entreprise principale

MTY franchise et exploite des établissements de restauration rapide sous les enseignes suivantes : Tiki-Ming, Sukiyaki, La Crémère, Au Vieux Duluth Express, Carrefour Oriental, Panini Pizza Pasta, Franx Supreme, Chick'n'Chick, Croissant Plus, Villa Madina, Cultures, Thai Express, Vanelli's, Kim Chi, TCBY, Yogen Früz, Sushi Shop, Koya Japan, Vie & Nam, Tandori, O'Burger, Tutti Frutti, TacoTime, Country Style, Buns Master, Valentine, Jugo Juice, Mr. Sub, Koryo Korean Barbeque, Mr. Souvlaki, SushiGo, Mucho Burrito, Extreme Pita, PurBlendz, ThaiZone, Madisons New York Grill & Bar, Café Dépôt, Muffin Plus, Sushi-Man, Fabrika, Van Houtte, Manchu Wok, Wasabi Grill & Noodle, SenseAsian, Tosto et Big Smoke Burger.

Au 30 novembre 2015, MTY comptait 2 738 établissements en activité, desquels 2 695 étaient franchisés ou faisaient l'objet d'ententes d'exploitation tandis que les 43 autres étaient exploités par MTY.

Les établissements de MTY : i) se trouvent dans les foires alimentaires et les centres commerciaux ; ii) ont façade sur rue ; et iii) se présentent sous une forme non traditionnelle dans des stations-services, des dépanneurs, des cinémas, des parcs d'attractions ainsi qu'en d'autres lieux ou dans des parcs commerciaux, des hôpitaux, des universités et des aéroports. Les emplacements non traditionnels sont typiquement plus petits, exigent un moindre investissement et génèrent de ventes inférieures à celles d'établissements établis dans les centres commerciaux, les foires alimentaires ou avec façade sur rue. Les enseignes Country Style, La Crémère, TCBY, Sushi Shop, TacoTime, Valentine, Tutti Frutti, Mr. Sub, ThaiZone, Extreme Pita, Mucho Burrito et Madisons sont surtout établies avec façade sur rue. La Crémère et TCBY sont exploitées essentiellement d'avril à septembre tandis que les autres enseignes le sont l'année durant.

MTY a développé plusieurs concepts de restauration rapide. Tiki-Ming (cuisine chinoise) a été sa première enseigne, suivie de Sukiyaki (délices de la table japonaise), Franx Supreme (hotdogs et hamburgers), Panini Pizza Pasta, Chick'n'Chick, Caféràma, Carrefour Oriental, Villa Madina, Kim Chi, Vie & Nam, Tandori, O'Burger et Tosto.

D'autres enseignes se sont ajoutées à la suite d'acquisitions successives, notamment :

<b>Enseignes</b>	<b>Année d'acquisition</b>	<b>Participation</b>	<b>Nombre d'établissements franchisés</b>	<b>Nombre d'établissements propriété de la Société</b>
Fontaine Santé/Veggirama	1999	100%	18	—
La Crémère	2001	100%	71	3
Croissant Plus	2002	100%	18	2
Cultures	2003	100%	24	—
Thai Express	Mai 2004	100%	6	—
Mrs. Vanelli's	Juin 2004	100%	103	—
TCBY (droits de franchise maîtresse canadienne)	Septembre 2005	100%	91	—
Yogen Früz <sup>MC</sup> (droits de franchise exclusifs au Canada)	Avril 2006	100%	152	—
Sushi Shop	Septembre 2006	100%	42	5
Koya Japan	Octobre 2006	100%	24	—
Sushi Shop (établissements franchisés existants)	Septembre 2007	100%	—	15
Tutti Frutti	Septembre 2008	100%	29	—

<b>Enseignes</b>	<b>Année d'acquisition</b>	<b>Participation</b>	<b>Nombre d'établissements franchisés</b>	<b>Nombre d'établissements propriété de la Société</b>
TacoTime (droits de franchise maîtresse canadienne)	Octobre 2008	100%	117	—
Country Style Food Services Holdings Inc.	Mai 2009	100%	475	5
Groupe Valentine inc.	Septembre 2010	100%	86	9
Jugo Juice	Août 2011	100%	134	2
Mr. Submarine	Novembre 2011	100%	338	—
Koryo Korean BBQ	Novembre 2011	100%	19	1
Mr. Souvlaki	Septembre 2012	100%	14	—
SushiGo	Juin 2013	100%	3	2
Extreme Pita, PurBlendz et Mucho Burrito (« Extreme Brandz »)	Septembre 2013	100%	300 dont 34 aux États-Unis	5
ThaiZone	Septembre 2013	80%	25 et 3 restaurants mobiles	—
Madisons	July 2014	90%	14	—
Café Dépôt, Muffin Plus, Sushi-Man et Fabrika	Octobre 2014	100%	88	13
Van Houtte Café Bistros (licence de franchisage perpétuelle)	Novembre 2014	100%	50	1
Manchu Wok, Wasabi Grill & Noodle et SenseAsian	Décembre 2014	100%	115	17
Big Smoke Burger	Septembre 2015	60%	13	4

MTY détient également une entente exclusive de développement régional avec Restaurant Au Vieux Duluth afin de développer et sous-franchiser les restaurants à service rapide Au Vieux Duluth Express en Ontario et au Québec.

Les produits rattachés aux franchises proviennent des redevances de franchisage, des droits de franchise, des ventes de projets clés en main, des loyers, de la location d'enseignes, des droits de distribution des fournisseurs et des ventes d'autres biens et services aux franchisés. Les produits rattachés aux établissements appartenant à la Société comprennent les recettes qu'ils génèrent. Les charges d'exploitation relatives au franchisage incluent les salaires, les frais d'administration associés aux franchisés actuels et nouveaux, les charges liées au développement de nouveaux marchés, les frais de préparation de projets clés en main, le loyer ainsi que les fournitures et équipements vendus aux franchisés. Les charges relatives aux établissements appartenant à la Société comprennent leurs coûts d'exploitation.

MTY tire des revenus de l'entreprise de transformation des aliments mentionnée aux présentes. L'usine transforme divers produits qui vont des ingrédients et des plats prêts-à-servir vendus aux restaurants ou à d'autres usines de transformation, aux plats pour micro-ondes vendus chez des détaillants. La majorité des rentrées de l'usine proviennent de la vente de ses produits à des distributeurs et détaillants.

La Société tire également des revenus de son centre de distribution situé sur la rive sud de Montréal. Celui-ci dessert principalement les franchisés des enseignes Valentine et Franx Supreme, à qui il offre une vaste gamme des produits nécessaires à l'exploitation quotidienne des restaurants.

## Description d'acquisitions récentes

Le 18 septembre 2015, la Société a acquis 60% de l'actif de Big Smoke Burger pour une contrepartie totale de 3,0 millions \$. À la date de clôture, 17 établissements étaient en activité, dont quatre établissements propriétaires. De ces 17 établissements, huit sont situés aux États-Unis ou outre-mer.

Le 23 mars 2015, la Société a acquis les participations ne donnant pas le contrôle de l'une de ses filiales (9286-5591 Québec inc., qui fait affaires sous la dénomination ThaiZone) pour une contrepartie de 0,8 million \$. La filiale est désormais propriété exclusive de la Société.

Le 18 décembre 2014, la Société a annoncé qu'elle avait réalisé l'acquisition de 100% de l'actif de Manchu Wok, de Wasabi Grill & Noodle et de SenseAsian pour une contrepartie totale de 7,9 millions \$. À la date de clôture, 132 établissements étaient exploités dont 17 établissements propriétaires ; 51 des établissements sont situés aux États-Unis.

Le 7 novembre 2014, la Société a annoncé qu'elle avait réalisé l'acquisition de 100% des opérations de franchisage des cafés-bistros Van Houtte pour une contrepartie totale s'élevant à 0,95 million \$. À la date de clôture, 52 établissements étaient en activité, y compris un établissement propriétaire. Toutes les cafés-bistros sont situés au Québec.

Le 31 octobre 2014, la Société a annoncé qu'elle avait complété l'acquisition de 100% de l'actif de Café Dépôt, Muffin Plus, Sushi-Man et Fabrika pour une contrepartie totale s'élevant à 13,95 millions \$. À la date de clôture, 101 restaurants étaient en activité, dont 13 établissements propriétaires. Tous les restaurants sont situés au Québec, sauf un qui se trouve en Ontario.

Le 21 juillet 2014, la Société a acquis l'actif de Madisons pour une contrepartie totale de 12,9 millions \$. La Société a souscrit une participation de 90% dans la nouvelle filiale créée. L'acquisition a été financée au moyen d'une injection de capitaux de 3,0 millions \$ par les actionnaires, d'une nouvelle ligne de crédit et d'un crédit vendeur s'élevant à 1,3 million \$. À la date de clôture, 14 restaurants franchisés, tous situés au Québec, étaient en activité.

## Information annuelle choisie

<i>(En milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>	<b>Exercice clos le 30 novembre 2015</b>	<b>Exercice clos le 30 novembre 2014 (retraité)</b>	<b>Exercice clos le 30 novembre 2013 (retraité)</b>
Actif	225 387 \$	199 448 \$	177 345 \$
Passif à long terme	7 711 \$	9 644 \$	9 255 \$
Produits d'exploitation	145 203 \$	115 177 \$	101 360 \$
BAIIA	50 682 \$	42 659 \$	39 476 \$
Bénéfice avant impôt sur le résultat	35 903 \$	34 308 \$	34 691 \$
Bénéfice avant impôt et à l'exclusion des charges et reprises de dépréciation	43 996 \$	36 664 \$	34 691 \$
Résultat net attribuable aux propriétaires	26 015 \$	25 204 \$	25 754 \$
Résultat global attribuable aux propriétaires	25 918 \$	25 184 \$	25 760 \$
Bénéfice par action, de base	1,36 \$	1,32 \$	1,35 \$
Bénéfice par action, dilué	1,36 \$	1,32 \$	1,35 \$

<i>(En milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>	<b>Exercice clos le 30 novembre 2015</b>	<b>Exercice clos le 30 novembre 2014 (retraité)</b>	<b>Exercice clos le 30 novembre 2013 (retraité)</b>
Dividende versé sur les actions ordinaires	7 648 \$	6 501 \$	5 354 \$
Dividende par action ordinaire	0,40 \$	0,34 \$	0,28 \$
Nombre moyen pondéré quotidien d'actions ordinaires	19 120 567	19 120 567	19 120 567
Nombre moyen pondéré quotidien d'actions ordinaires, après dilution	19 120 567	19 120 567	19 120 567

## Résumé de l'information trimestrielle

<i>En milliers \$</i>	<b>Trimestres clos en</b>							
	<b>Février 2014</b>	<b>Mai 2014</b>	<b>Août 2014</b>	<b>Novembre 2014</b>	<b>Février 2015</b>	<b>Mai 2015</b>	<b>Août 2015</b>	<b>Novembre 2015</b>
Produits	25 602 \$	29 402 \$	30 234 \$	29 939 \$	32 364 \$	38 355 \$	35 003 \$	39 481 \$
BAlIA (retraité*)	9 486 \$	11 405 \$	10 499 \$	11 269 \$	10 423 \$	13 444 \$	13 340 \$	13 475 \$
Résultat net attribuable aux propriétaires (retraité*)	5 537 \$	7 266 \$	7 102 \$	5 299 \$	6 219 \$	8 501 \$	8 176 \$	3 119 \$
Résultat global attribuable aux propriétaires (retraité*)	5 519 \$	7 278 \$	7 088 \$	5 299 \$	5 878 \$	8 548 \$	8 336 \$	3 156 \$
Par action	0,29 \$	0,38 \$	0,37 \$	0,28 \$	0,33 \$	0,44 \$	0,43 \$	0,16 \$
Par action, dilué	0,29 \$	0,38 \$	0,37 \$	0,28 \$	0,33 \$	0,44 \$	0,43 \$	0,16 \$

\* En mai 2015, la Société a estimé que la vente de 7657567 Canada inc. dans un proche avenir était improbable. En conséquence, sa participation dans une filiale détenue en vue de la vente a été reclassée en tant que filiale consolidée. Les soldes de périodes antérieures portés aux états consolidés des résultats et du résultat global ainsi qu'aux états de la situation financière ont été retraités en fonction de ce reclassement.

## Résultats d'exploitation pour l'exercice clos le 30 novembre 2015

### Produits

Durant l'exercice 2015, les produits d'exploitation de la Société se sont accrus de 26% pour atteindre 145,2 millions \$. Les produits des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2015 (millions \$)	30 novembre 2014 (millions \$)	Variation
Activités liées aux franchises	101,7	90,0	13%
Établissements appartenant à la Société	30,4	12,1	152%
Distribution	6,4	6,0	7%
Transformation des aliments	8,8	8,5	3%
Transactions intersociétés	(2,1)	(1,4)	S/O
<b>Produits d'exploitation totaux</b>	<b>145,2</b>	<b>115,2</b>	<b>26%</b>

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, les produits provenant des établissements franchisés se sont accrus de 13%. Plusieurs facteurs ont contribué à cette évolution, entre autres :

	Millions \$
Produits, exercice 2014	90,0
Augmentation des flux de rentrées récurrents	11,2
Augmentation des droits de franchise initiaux, de renouvellement et de cession	0,4
Diminution des projets clés en main, des ventes de fournitures aux franchisés et des revenus de location	(1,5)
Autres variations non significatives	1,6
<hr/>	
Produits, exercice 2015	101,7

Au cours de l'exercice, la Société a bénéficié de l'effet des acquisitions effectuées à la fin de 2014 et en 2015, lesquelles sont à la source de la quasi-totalité de l'augmentation des flux de rentrées récurrents.

Les produits rattachés aux établissements exploités par la Société se sont accrus de 152% pour atteindre 30,4 millions \$ durant l'exercice. Cette augmentation tient surtout aux établissements propriétaires ajoutés à la suite des acquisitions faites au cours des 12 derniers mois. À la fin de l'exercice, la Société exploitait 43 établissements, comparativement à 36 l'année précédente.

Les produits du centre de distribution se sont accrus de 7% depuis le début de l'exercice, principalement en raison de la hausse du chiffre d'affaires du réseau de concepts qu'il soutient durant la période. Le chiffre d'affaires des concepts en question a augmenté de plus de 5% d'un exercice à l'autre.

Les produits de l'usine de transformation des aliments se sont accrus de 3% durant l'exercice, principalement en raison de l'obtention de nouveaux contrats au cours du second semestre de l'exercice.

#### **Coût des ventes et autres charges d'exploitation**

Au cours de l'exercice, les charges d'exploitation ont augmenté de 30% pour s'établir à 94,5 millions \$, comparativement à 72,5 millions \$ à l'exercice précédent. Les charges d'exploitation des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2015 (millions \$)	31 novembre 2014 (millions \$)	Variation
Activités reliées aux franchises	52,7	47,1	12%
Établissements appartenant à la Société	29,1	12,5	133%
Distribution	5,8	5,5	6%
Transformation des aliments	9,0	8,8	1%
Transactions intersociétés	(2,1)	(1,4)	S/O
<hr/>			
Charges d'exploitation totales	94,5	72,5	30%

Les charges attribuables aux activités de franchisage se sont accrues de 5,6 millions \$ à l'exercice 2015 par rapport à la même période de l'an dernier. Cette augmentation découle principalement des coûts directs et indirects associés à la main-d'œuvre requise pour l'exploitation des concepts acquis à la fin de 2014 et en 2015, qui ont oblitéré la baisse des coûts de location et des ventes de fournitures ainsi que des créances douteuses. On note également au cours de la période une augmentation des provisions et frais rattachés à la résiliation de baux.

Les charges rattachées aux autres segments commerciaux ont varié principalement en raison des facteurs énoncés à la rubrique Produits ci-dessus.



## Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)

Exercice clos le 30 novembre 2015						
(En millions \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Distribution	Transformation	Transactions intersociétés	Total
Produits	101,71	30,36	6,43	8,77	(2,07)	145,20
Charges	52,75	29,05	5,81	8,98	(2,07)	94,52
BAIIA*	48,96	1,31	0,62	(0,21)	0,00	50,68
BAIIA en tant que % des produits	48%	4%	10%	S/O	S/O	35%

Exercice clos le 30 novembre 2014						
(En millions \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Distribution	Transformation	Transactions intersociétés	Total
Produits	89,96	12,06	6,02	8,49	(1,36)	115,18
Charges	47,09	12,46	5,47	8,85	(1,36)	72,52
BAIIA*	42,87	(0,40)	0,55	(0,36)	0,00	42,66
BAIIA en tant que % des produits	48%	S/O	9%	S/O	S/O	37%

\* Le BAIIA (bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements) n'est pas un indicateur de rentabilité reconnu par les IFRS. En conséquence, il pourrait ne pas être comparable à des indicateurs similaires présentés par d'autres sociétés. Il se définit comme les produits d'exploitation moins les charges d'exploitation. Se reporter au rapprochement du BAIIA et du résultat avant impôts, page 10.

Le BAIIA total s'établissait à 50,7 millions \$ pour l'exercice clos le 30 novembre 2015, une augmentation de 19% par rapport à la même période de l'an dernier.

Au cours de l'exercice, les opérations de franchisage ont apporté 49,0 millions \$ au BAIIA, une hausse de 14% par rapport au résultat de la même période l'an dernier. Cette augmentation est principalement attribuable aux activités des concepts nouvellement acquis, qui ont procuré la plus grande part de l'augmentation totale du BAIIA. Les établissements appartenant à la Société ont aussi dégagé un BAIIA supérieur en 2015 et provenant surtout des nouveaux établissements acquis à la fin de 2014 et au début de 2015.

Le BAIIA en tant que pourcentage des produits a légèrement diminué au cours de l'exercice, principalement en raison du poids relatif des établissements appartenant à la Société, qui a entraîné un recul de la marge globale, ces établissements contribuant une moindre part de leurs produits au BAIIA. Des frais de résiliation de baux plus élevés ont également eu une incidence défavorable sur le BAIIA.

### Résultat

Le résultat net de la Société attribuable aux propriétaires s'est accru de 3% pour s'établir à 26,0 millions \$ ou 1,36 \$ par action (1,36 \$ par action sur une base diluée) à l'exercice clos le 30 novembre 2015, comparativement à 25,2 millions \$ ou 1,32 \$ par action (1,32 \$ par action sur une base diluée) pour la même période l'an dernier. Des charges de dépréciation des immobilisations incorporelles des enseignes Extreme Pita et Country Style ont eu une incidence défavorable sur les résultats de 2015 et de 2014.

Sur une base standardisée, les résultats attribuables aux propriétaires pour 2015 et 2014 auraient été de 31,9 millions \$ et de 26,9 millions \$ respectivement, ce qui représente une croissance de 19% d'un exercice à l'autre. L'augmentation du BAIIA décrite ci-dessus et des profits supérieurs lors de la cession d'immobilisations corporelles expliquent cette croissance, par ailleurs partiellement contenue par des charges de dépréciation et d'amortissement supérieures découlant des acquisitions réalisées au cours des 12 derniers mois.

## Calcul du résultat avant impôt, intérêts et amortissement (BAIIA)

	Exercice clos le (En milliers \$) 30 novembre 2015	Exercice clos le 30 novembre 2014 <i>(Retraité)</i>
Bénéfice avant impôt	35 903	34 308
Amortissement – immobilisations corporelles	1 535	1 091
Amortissement – immobilisations incorporelles	6 744	5 985
Intérêts sur la dette à long terme	436	422
Profit de change	(64)	(106)
Produits d'intérêts	(144)	(118)
Dépréciation	8 093	2 356
Profit au rachat d'actions privilégiées	—	(100)
Profit à la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 821)	(1 179)
<b>BAIIA</b>	<b>50 682</b>	<b>42 659</b>

### Autres produits et charges

Le profit à la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles s'est accru de 0,6 million \$ en 2015 par rapport à la même période de l'an dernier, principalement en raison de la cession de quelques établissements rentables au cours des second et quatrième trimestres de l'exercice.

Au quatrième trimestre, en raison d'un recul de la performance financière du réseau des franchises Extreme Pita et Croissant Plus, la Société a révisé la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles rattachées à ces enseignes. Cette démarche a établi des pertes de valeur de 7,8 millions \$ et de 0,1 million \$ respectivement. De même, au cours du second trimestre, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 0,2 millions \$ à l'égard du goodwill associé à 7687567 Canada inc. lors du reclassement de la filiale. Le goodwill était essentiellement lié à un contrat cédé par un actionnaire minoritaire au début des activités de la filiale. Ce contrat a été résilié en 2015.

### Impôts sur le résultat

La provision pour impôt en tant que pourcentage du bénéfice avant impôt s'est légèrement accrue comparativement à la même période de l'an dernier. Le taux d'imposition légèrement supérieur s'explique par le fait qu'une part plus importante des profits de la Société a été réalisée aux États-Unis en 2015 suite à l'acquisition de Manchu Wok.

### Résultat d'exploitation pour le quatrième trimestre clos le 30 novembre 2015

#### Produits

Durant le quatrième trimestre de l'exercice 2015, les produits d'exploitation de la Société se sont accrues de 32% pour atteindre 39,5 millions \$. Les produits des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2015 (millions \$)	30 novembre 2014 (millions \$)	Variation
Activités reliées aux franchises	27,7	22,7	22%
Établissements appartenant à la Société	8,0	3,5	127%
Distribution	2,1	1,9	6%
Transformation des aliments	2,6	2,3	11%
Transactions intersociétés	(0,9)	(0,5)	S/O
<b>Produits d'exploitation totaux</b>	<b>39,5</b>	<b>29,9</b>	<b>32%</b>

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, les produits provenant des établissements franchisés se sont accrus de 22%. Plusieurs facteurs ont contribué à cette augmentation, entre autres :

	Millions \$
Produits, quatrième trimestre 2014	22,7
Augmentation des flux de rentrées récurrents	2,5
Augmentation des droits de franchise initiaux, de renouvellement et de cession	0,6
Augmentation des projets clés en main, des ventes de fournitures aux franchisés et des revenus de location	1,2
Autres variations non significatives	0,7
<hr/>	
Produits, quatrième trimestre 2015	27,7

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice, la Société a bénéficié de l'effet des acquisitions effectuées à la fin de 2014 et au début de 2015, lesquelles sont à la source de la plus grande part de l'augmentation des flux de rentrées récurrents. Une augmentation des produits de projets clés en main a également été constatée comparativement à la même période de l'an dernier, celle-ci étant principalement associée à l'expansion de l'une des enseignes de la Société.

Les produits rattachés aux établissements exploités par la Société sont passés de 3,5 millions \$ au quatrième trimestre 2014 à 8,0 millions \$ au quatrième trimestre 2015. L'augmentation tient surtout aux établissements propriétaires ajoutés à la suite des acquisitions faites au cours des 12 derniers mois. À la fin du trimestre, la Société exploitait 43 établissements, comparativement à 36 l'année précédente.

Les produits du centre de distribution et de l'usine de transformation des aliments se sont accrus de 6% et de 11% respectivement au quatrième trimestre. L'augmentation des produits du centre de distribution découle surtout de la hausse du chiffre d'affaires du réseau de concepts qu'il soutient durant la période. L'augmentation de 11% des produits de l'usine de transformation découle de l'introduction de nouveaux produits à la gamme offerte.

#### **Coût des ventes et autres charges d'exploitation**

Au quatrième trimestre de l'exercice 2015, les charges d'exploitation ont augmenté de 39% pour s'établir à 26,0 millions \$, comparativement à 18,6 millions \$ pour la même période de l'an dernier. Les charges d'exploitation des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2015 (millions \$)	30 novembre 2014 (millions \$)	Variation
Activités reliées aux franchises	14,9	11,1	34%
Établissements appartenant à la Société	7,5	3,9	91%
Distribution	1,8	1,7	7%
Transformation des aliments	2,7	2,4	11%
Transactions intersociétés	(0,9)	(0,5)	S/O
<hr/>			
Charges d'exploitation totales	26,0	18,6	39%

Les charges attribuables aux activités de franchisage se sont accrues de 3,8 millions \$ au quatrième trimestre 2015 par rapport à la même période de l'an dernier. Cette hausse découle surtout des coûts additionnels liés à l'exploitation des nouveaux concepts acquis ; elle a été partiellement atténuée par une diminution des charges relatives aux projets clés en main et à la vente de fournitures.

Les charges rattachées aux autres segments commerciaux ont varié en relation avec leurs produits respectifs.

## Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)

Trimestre clos le 30 novembre 2015						
(En millions \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Distribution	Transformation	Transactions intersociétés	Total
Produits	27,70	8,05	2,07	2,56	(0,90)	39,48
Charges	14,90	7,48	1,86	2,67	(0,90)	26,01
BAIIA*	12,80	0,57	0,21	(0,11)	0,00	13,47
BAIIA en tant que % des produits	46%	7%	10%	S/O	S/O	34%
Trimestre clos le 30 novembre 2014						
(En millions \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Distribution	Transformation	Transactions intersociétés	Total
Produits	22,66	3,54	1,95	2,30	(0,51)	29,94
Charges	11,12	3,91	1,74	2,41	(0,51)	18,67
BAIIA*	11,54	(0,37)	0,21	(0,11)	0,00	11,27
BAIIA en tant que % des produits	51%	S/O	11%	S/O	S/O	38%

\* Le BAIIA (bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements) n'est pas un indicateur de rentabilité reconnu par les IFRS. En conséquence, il pourrait ne pas être comparable à des indicateurs similaires présentés par d'autres sociétés. Il se définit comme les produits d'exploitation moins les charges d'exploitation. Se reporter au rapprochement du BAIIA et du résultat avant impôts, page 13.

Le BAIIA total s'établissait à 13,5 millions \$ pour le quatrième trimestre, une augmentation de 20% par rapport à la même période de l'exercice 2014.

Au cours du trimestre, les opérations de franchisage ont apporté 12,8 millions \$ au BAIIA, une hausse de 11% par rapport au résultat de la même période l'an dernier. Cette augmentation est principalement attribuable aux activités des concepts nouvellement acquis, qui ont généré la plus grande part de l'augmentation totale du BAIIA. Les établissements appartenant à la Société ont aussi dégagé un BAIIA supérieur en 2015, surtout en raison des nouveaux établissements acquis au cours des 12 derniers mois.

Le BAIIA en tant que pourcentage des produits de franchisage s'est accru au cours du quatrième trimestre, principalement en raison d'un moindre poids relatif des projets clés en main, des coûts de location et des fournitures pour revente en 2015.

### Résultat

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2015, le résultat net de la Société attribuable aux propriétaires a diminué de 41% par rapport à la même période de l'exercice précédent. MTY a comptabilisé un résultat net attribuable à ses propriétaires s'élevant à 3,1 millions \$, soit 0,16 \$ par action (0,16 \$ par action sur une base diluée) comparativement à 5,3 millions \$ ou 0,28 \$ par action (0,28 \$ par action sur une base diluée) en 2014.

La diminution du résultat net est surtout attribuable à la charge de dépréciation comptabilisée à l'égard de deux des concepts de la Société au cours du quatrième trimestre. Sur une base standardisée, abstraction faite de l'incidence des dépréciations, le résultat net attribuable aux propriétaires aurait été de 8,9 millions \$ (0,46 \$ par action sur une base diluée) au quatrième trimestre 2015 et de 7,0 millions \$ (0,37 \$ par action sur une base diluée) au quatrième trimestre 2014.

## Calcul du résultat avant impôt, intérêts et amortissement (BAIIA)

	Trimestre clos le 30 novembre 2015	Trimestre clos le 30 novembre 2014
	<i>(En milliers \$)</i>	
Bénéfice avant impôt	4 146	7 255
Amortissement – immobilisations corporelles	397	227
Amortissement – immobilisations incorporelles	1 627	1 613
Intérêts sur la dette à long terme	95	61
Pertes de change	(91)	(90)
Produits d'intérêts	(133)	(64)
Dépréciation	7 893	2 356
Profit à la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	(459)	(89)
<b>BAIIA</b>	<b>13 475</b>	<b>11 269</b>

### Autres produits et charges

Au quatrième trimestre, en raison d'un recul de la performance financière du réseau des franchises Extreme Pita et Croissant Plus, la Société a révisé la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles rattachées à ces enseignes. Cette démarche a établi des pertes de valeur de 7,8 millions \$ et de 0,1 million \$ respectivement en 2015, comparativement à une perte de valeur de 2,4 millions \$ en 2014 à l'égard du réseau des franchises Country Style.

La Société a aussi réalisé un profit non récurrent s'élevant à 0,5 million \$ à la cession de certains établissements au cours du quatrième trimestre. Il s'agit d'une hausse de 0,3 million \$ par rapport à la même période de l'exercice 2014.

### Impôts sur le résultat

La provision pour impôt en tant que pourcentage du bénéfice avant impôt est passée de 26,3% en 2014 à 23,0% en 2015. Cette diminution est principalement due aux ajustements apportés à une période antérieure.

### Obligations contractuelles et dette à long terme

Les obligations liées à la dette à long terme et aux loyers minima des contrats de location qui ne font pas l'objet d'un contrat de sous-location sont les suivantes :

Période	Dette à long terme*	Engagements de location nets	Obligations contractuelles totales
	<i>(En milliers \$)</i>		
12 mois se terminant en novembre 2016	6 420	5 506	11 926
12 mois se terminant en novembre 2017	883	4 708	5 591
12 mois se terminant en novembre 2018	558	3 675	4 233
12 mois se terminant en novembre 2019	196	3 056	3 252
12 mois se terminant en novembre 2020	8	2 424	2 432
Solde des engagements	33	7 597	7 630
	<b>8 098</b>	<b>26 966</b>	<b>35 064</b>

\* Les soldes présentés sont les montants totaux payables à échéance et ne sont donc pas actualisés. Pour connaître les engagements totaux, veuillez vous reporter aux états financiers consolidés au 30 novembre 2015.

La dette à long terme comprend des retenues de garantie sur acquisitions ne portant pas intérêt, des indemnités de résiliation de contrats ne portant pas intérêt ainsi qu'un crédit vendeur relatif à l'acquisition de Madisons.

À la fin du trimestre, la Société avait tiré 6,3 millions \$ sur ses lignes de crédit. Les lignes de crédit comportent des clauses restrictives qui consistent à respecter un ratio de service de la dette de 2:1 et un ratio minimal de couverture des intérêts de 4,5:1. Au 30 novembre 2015, la Société respectait ces conditions. Lorsqu'elles sont utilisées, les lignes de crédit portent intérêt au taux préférentiel annuel de la banque majoré d'au plus 0,5%, selon le ratio dette/BAIIA de la Société.

### **Liquidité et ressources financières**

Au 30 novembre 2015, la trésorerie totalisait 27,1 millions \$ après prise en compte du solde de la ligne de crédit, une hausse de 32,2 million \$ depuis la fin de l'exercice 2014.

Au cours de l'exercice, la Société a finalisé l'acquisition de Manchu Wok et de Big Smoke Burger, des investissements s'élevant à 5,0 millions \$ et 2,6 millions \$ respectivement au total. Elle a aussi versé à ses actionnaires des dividendes s'élevant à 7,6 millions \$ depuis le début de l'exercice. Ces éléments n'ont pas une incidence importante sur la position de trésorerie de la Société étant donné les forts flux de trésorerie générés par l'exploitation.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 51,1 millions \$ au cours de l'exercice 2015, comparativement à 33,0 millions \$ pour l'exercice 2014. Si l'on exclut la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ainsi que les charges d'impôt et d'intérêts, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'élèvent à 52,2 millions \$, comparativement à 42,8 millions \$ en 2014, soit une hausse de 22% par rapport à la même période de l'an dernier. La croissance des flux de rentrées récurrents est la source principale de cette hausse.

À court terme, la direction continuera d'ouvrir de nouveaux établissements qui seront financés par de nouveaux franchisés. MTY poursuivra ses démarches en vue de vendre certains des établissements qu'elle exploite présentement et recherchera de nouvelles occasions d'acquiescer d'autres entreprises de services alimentaires. MTY dispose d'une ligne de crédit s'élevant à 40 millions \$ sur laquelle 33,7 millions \$ étaient disponibles au 30 novembre 2015.

### **Situation financière**

Les débiteurs s'élevaient à 18,7 millions \$ à la fin du trimestre, en comparaison de 16,8 millions \$ à la fin de l'exercice 2014, une hausse principalement associée à la croissance des produits de franchisage.

Les immobilisations corporelles et incorporelles et le goodwill ont tous augmenté au cours de l'exercice à la suite des acquisitions effectuées pendant les premier et quatrième trimestres 2015. La Société a également construit trois établissements propriétaires et en a rénové d'autres au cours de la période, d'où l'augmentation au titre des immobilisations corporelles. L'augmentation a été partiellement diminuée par la charge de dépréciation prise sur les immobilisations incorporelles.

Les créateurs se sont accrus, passant de 14,2 millions \$ au 30 novembre 2014 à 24,4 millions \$ au 30 novembre 2015. Cette hausse est principalement associée à la croissance des activités de franchisage, à une augmentation des garanties et des acomptes pour construction ainsi qu'à un solde net supérieur du fonds publicitaire.

Les provisions, qui comprennent des montants rattachés à l'issue possible de litiges et différends, à la fermeture d'établissements et aux passifs de cartes-cadeaux, ont légèrement augmenté, passant de

3,1 millions \$ au 30 novembre 2014 à 3,5 millions \$ au 30 novembre 2015. Bien que la Société ait constaté une hausse des provisions reliées à la fermeture d'établissements ainsi qu'aux litiges et différends, celle-ci a été atténuée par une diminution des passifs de cartes-cadeaux.

Les produits différés comprennent des droits de distribution qui sont acquis des fournisseurs en fonction des volumes de consommation, ainsi que des droits de franchise initiaux qui sont constatés lorsque la quasi-totalité des services initiaux ont été rendus par la Société. Leur solde au 30 novembre 2015 s'établissait à 5,7 millions \$. Il s'agit d'une hausse de 2,0 millions \$ depuis le 30 novembre 2014, hausse qui est attribuable aux apports reçus de nouveaux fournisseurs au cours du second trimestre de 2015. Ces sommes seront constatées aux produits lorsqu'elles seront réalisées.

La dette à long terme comprend des retenues de garantie sur acquisitions ne portant pas intérêt et des indemnités de résiliation de contrats ne portant pas intérêt. Au cours de l'exercice, la Société y a ajouté des retenues ne portant pas intérêt relatives à l'acquisition de Manchu Wok et de Big Smoke Burger.

D'autres renseignements sur les éléments ci-dessus de l'état de la situation financière figurent dans les notes afférentes aux états financiers consolidés au 30 novembre 2015.

### **Capital-actions**

Il n'y a eu aucune émission d'actions durant le trimestre clos le 30 novembre 2015. Au 15 février 2016, 19 120 567 actions ordinaires de MTY étaient en circulation.

### **Renseignements sur les établissements**

Les établissements de MTY : i) se trouvent dans les foires alimentaires et les centres commerciaux ; ii) ont façade sur rue ; et iii) se présentent sous une forme non traditionnelle dans des stations-services, des dépanneurs, des cinémas, des parcs d'attractions, en d'autres lieux ou parcs commerciaux, dans des hôpitaux, des universités et des aéroports. Les établissements non traditionnels sont typiquement plus petits, exigent un moindre investissement et dégagent des bénéfices inférieurs à ceux d'établissements établis dans les centres commerciaux, les foires alimentaires ou avec façade sur rue.

	Nombre d'établissements	
	Exercice clos le 30 novembre	
	2015	2014
Franchises au début de l'exercice	2 691	2 565
Établissements appartenant à la Société au début de l'exercice	36	25
Ouverts durant la période		
Centre commercial	49	42
Emplacement avec façade sur rue	46	40
Non traditionnel	25	63
Fermés durant la période		
Centre commercial	(67)	(42)
Emplacement avec façade sur rue	(99)	(49)
Non traditionnel	(92)	(84)
Acquis durant la période	149	167
<b>Total à la fin de la période</b>	<b>2 738</b>	<b>2 727</b>
Franchises à la fin de la période	2 695	2 691
Établissements appartenant à la Société à la fin de la période	43	36
<b>Total à la fin de la période</b>	<b>2 738</b>	<b>2 727</b>

Au cours de l'exercice 2015, le réseau de la Société s'est accru de 11 établissements. Cette croissance est attribuable à l'acquisition des enseignes Manchu Wok, Wasabi Grill & Noodle et SenseAsian (132 établissements) ainsi que Big Smoke Burger (17 établissements).

Au cours de l'exercice, 258 établissements ont été fermés comparativement à 175 l'année dernière. De nombreux facteurs expliquent ce nombre élevé de fermetures. Entre autres, des établissements ont été fermés en raison d'un emplacement peu propice, parce qu'ils subissaient une pression concurrentielle excessive, que les propriétaires rénovaient les lieux et en changeaient la destination ou parce le bail avait expiré et n'était pas renouvelé. Les fermetures ont aussi touché 33 établissements Yogen Früz et TCBY, la plupart en raison du désistement d'un franchisé à l'égard de multiples emplacements.

Au cours de 2015, 120 nouveaux établissements ont été ouverts, ce qui est légèrement en deçà des résultats atteints en 2014. Il y a eu plus d'établissements ouverts dans les centres commerciaux ou avec façade sur rue, mais moins dans les emplacements non traditionnels.

Le chiffre d'affaires mensuel moyen des établissements fermés durant l'exercice 2015 s'élevait à environ 18 700 \$, tandis que le chiffre d'affaires mensuel moyen des établissements ouverts pendant l'exercice se chiffrait à environ 34 000 \$. Le chiffre d'affaires total combiné des établissements ouverts en 2015 s'élève à environ 0,5 million \$ de plus que les chiffres d'affaires total combiné des établissements fermés. L'incidence nette est donc positive malgré le nombre important de fermetures.

À la fin de la période, la Société exploitait 43 établissements propriétaires, une augmentation nette de sept établissements depuis la fin de l'exercice 2014. Au cours du trimestre, 21 établissements propriétaires ont été acquis, 23 ont été franchisés, neuf ont fermé leurs portes et 18 se sont ajoutés.

Le tableau qui suit présente la répartition des établissements de MTY selon leur emplacement et leur chiffre d'affaires à l'échelle du réseau :



Type d'emplacement	% du nombre d'établissements au 30 novembre		% du chiffre d'affaires à l'échelle du réseau pour l'exercice clos le 30 novembre	
	2015	2014	2015	2014
Centre commercial et foire alimentaire	41%	38%	44%	40%
Façade sur rue	40%	40%	44%	50%
Forme non traditionnelle	19%	22%	12%	10%

La répartition géographique des établissements de MTY et de leur chiffre d'affaires à l'échelle du réseau est la suivante :

Situation géographique	% du nombre d'établissements au 30 novembre		% du chiffre d'affaires à l'échelle du réseau pour l'exercice clos le 30 novembre	
	2015	2014	2015	2014
Ontario	39%	41%	29%	31%
Québec	30%	31%	36%	35%
Ouest du Canada	20%	21%	24%	27%
Maritimes	3%	3%	2%	2%
Internationale	8%	4%	9%	5%

### Chiffre d'affaires du réseau

C'est une première dans l'histoire de MTY : le chiffre d'affaires du réseau a passé la marque du milliard pour s'établir à 1,07 milliard \$, une hausse de 20% par rapport à l'exercice précédent. Les acquisitions effectuées en 2014 et 2015 ont contribué à environ 97% de cette hausse.

Au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires du réseau s'est établi à 274,7 millions \$, une hausse de 16% entièrement attribuable aux acquisitions réalisées en 2014 et 2015.

Le chiffre d'affaires du réseau inclut les ventes réalisées par les établissements appartenant à la Société et les établissements franchisés, mais exclut celles réalisées par le centre de distribution ou par l'usine de transformation des aliments. Au cours de l'exercice 2015, seule Thai Express a représenté plus que 10% du chiffre d'affaires du réseau. Les dix plus importants concepts de la Société produisent ensemble 68% du chiffre d'affaires du réseau.

### Chiffre d'affaires d'établissements comparables

Le chiffre d'affaires d'établissements comparables a diminué de 1,2% au trimestre clos le 30 novembre 2015 par rapport à la même période de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2015, le recul est de 0,5%.

Le quatrième trimestre a été apathique dans l'Ouest du Canada, un peu moins en Ontario, tandis qu'au Québec, ce fut une période positive. Pour l'exercice, l'Ouest du Canada présente toujours une fiche positive, mais les quelques derniers mois de l'année semblent indiquer que la chute des prix du pétrole et les pertes d'emploi qui en ont découlé affectent le chiffre d'affaires des restaurants de notre réseau. De fortes ventes dans les centres commerciaux expliquent le rebondissement noté au Québec au quatrième trimestre, mais les établissements avec façade sur rue ont stagné pendant cette période. L'Ontario affiche un repli tant au quatrième trimestre que pour l'exercice, ses résultats reflétant les reculs subis par deux importantes enseignes.

Au cours du trimestre, 17 des concepts de MTY (15 au troisième trimestre) ont constaté une croissance positive du chiffre d'affaires d'établissements comparables<sup>1</sup>.

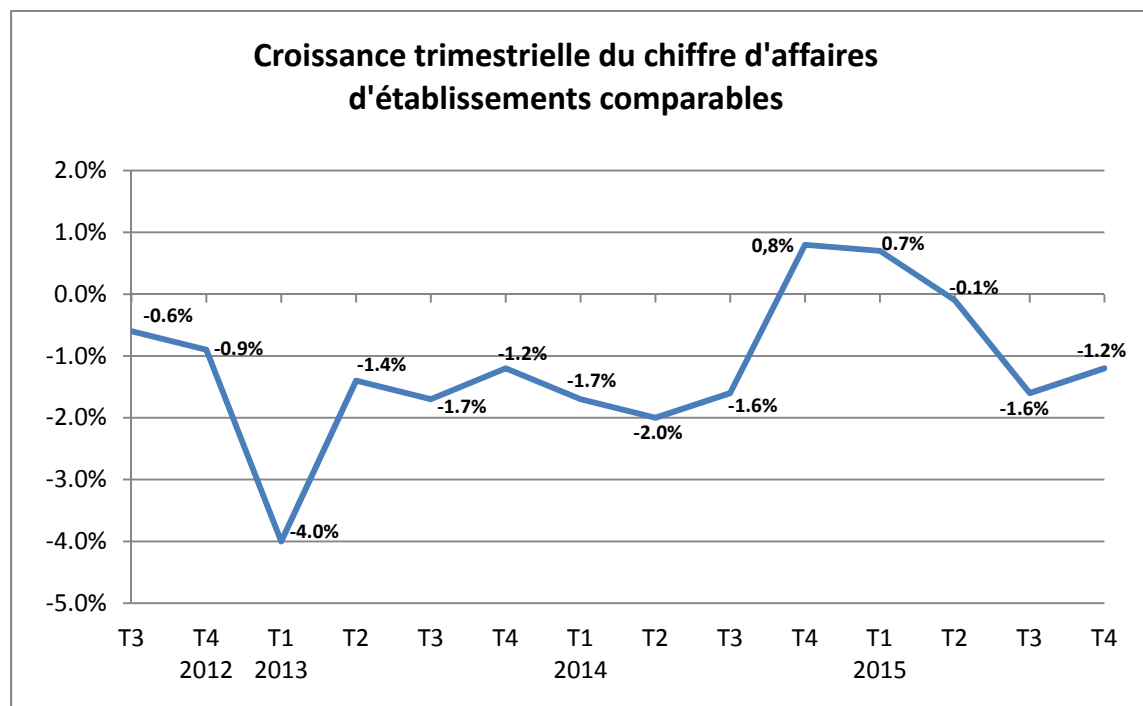
Des dix plus importantes enseignes qui composent le portefeuille de MTY, neuf sont incluses dans le calcul du chiffre d'affaires d'établissements comparables. D'une façon générale, le chiffre d'affaires d'établissements comparables de ces neuf enseignes n'a pas bougé pour l'exercice, mais a diminué de 1,2% au cours du quatrième trimestre ; trois enseignes ont affiché un chiffre positif au cours du trimestre (cinq enseignes pour l'exercice), tandis que six affichaient un chiffre négatif (quatre enseignes pour l'exercice).

Le chiffre d'affaires d'établissements comparables des neuf concepts susmentionnés a varié de -6,3% à 5,0% pendant le quatrième trimestre et de -5,6% à 3,6% pour l'exercice 2015.

L'industrie de la restauration demeure incertaine, la concurrence continuant à s'intensifier, tant du point de vue des prix que de celui de l'offre. Quelques signes de faiblesse se manifestent dans l'Ouest du Canada, l'Alberta et la Saskatchewan affichant toutes deux un recul supérieur à la moyenne du chiffre d'affaires d'établissements comparables à la suite des pertes d'emploi et d'une réduction des dépenses des consommateurs.

De toutes les provinces du Canada, la Colombie-Britannique est celle qui a le mieux tiré son épingle du jeu, tandis que l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve ont présenté la performance la plus faible. Ce trimestre encore, les établissements situés dans des centres commerciaux ont surpassé les autres types d'emplacements, particulièrement au Québec et en Ontario.

Le graphique qui suit présente les données trimestrielles sur l'évolution du chiffre d'affaires d'établissements comparables au cours des 13 derniers trimestres.



<sup>1</sup> Ceci n'inclut que des concepts dont MTY a été propriétaire pendant plus de 12 mois.

## **Options sur actions**

Aucune option sur action n'a été émise ou levée durant la période. Au 30 novembre 2015, aucune option sur action n'était en circulation.

## **Saisonnalité**

Les résultats d'exploitation de la période intermédiaire ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation de l'exercice entier. La Société s'attend à ce que la saisonnalité ne constitue pas un facteur important de la variation trimestrielle de ses résultats. Le chiffre d'affaires à l'échelle du réseau varie de façon saisonnière ; durant janvier et février, les ventes sont historiquement inférieures à la moyenne à cause du climat ; elles sont historiquement supérieures à la moyenne de mai à août. Cette situation est généralement associée à un plus grand achalandage dans les établissements ayant façade sur rue, à des ventes supérieures des établissements saisonniers qui ne sont ouverts que durant les mois d'été et à des ventes supérieures des établissements situés dans des centres commerciaux. Les ventes des établissements situés dans des centres commerciaux sont également supérieures à la moyenne en décembre, durant la période du magasinage des Fêtes.

## **Passif éventuels**

La Société est partie à des poursuites, litiges et différends relatifs à ses activités commerciales actuelles dont l'issue ne peut être établie. La direction croit que ces poursuites, litiges et différends n'auront pas de conséquences significatives sur les états financiers de la Société.

## **Sûreté**

La Société a produit une sûreté sous la forme d'une lettre de crédit d'un montant de 66 \$.

## **Risques et incertitudes**

La Société dispose d'un certain nombre de concepts variés, diversifiés quant à leurs types d'emplacements et quant à leur répartition géographique à travers le Canada et les États-Unis. Néanmoins, des changements touchant aux tendances démographiques, aux profils d'achalandage et aux taux d'occupation des centres commerciaux et tours de bureaux, de même que le type, le nombre et la localisation de restaurants concurrents peuvent affecter ses résultats. De plus, des facteurs tels l'innovation, des coûts accrus des aliments, de la main-d'œuvre et des avantages sociaux, les coûts d'occupation et la disponibilité de dirigeants expérimentés et de salariés horaires peuvent avoir des incidences préjudiciables sur la Société. Des préférences et des profils de dépenses discrétionnaires variables chez les consommateurs pourraient obliger la Société à modifier ou à discontinuer des concepts ou des menus et de là, entraîner une réduction de ses rentrées et de ses profits d'exploitation. Même si la Société arrivait à concurrencer avec succès d'autres sociétés de restauration offrant des concepts similaires, elle pourrait être forcée d'apporter des changements à un ou plusieurs de ses concepts pour répondre à des changements en matière de goûts ou de profils de restauration chez les consommateurs. Si la Société modifie un concept, elle peut perdre des clients additionnels qui ne préfèrent pas ce nouveau concept et son menu ; elle peut aussi être incapable d'attirer un nouvel achalandage suffisant à générer les rentrées nécessaires pour rendre ce concept rentable. De la même façon, après avoir modifié son concept, la Société peut se retrouver avec des concurrents différents ou supplémentaires face à la clientèle visée et pourrait être incapable de les concurrencer avec succès. La réussite de la Société dépend aussi de nombreux facteurs ayant une incidence sur les dépenses discrétionnaires du consommateur, dont la conjoncture économique, le revenu disponible du consommateur et son niveau de confiance. Des changements préjudiciables touchant ces facteurs pourraient réduire l'achalandage ou imposer des limites

pratiques sur les prix, l'un et l'autre étant susceptibles de réduire le chiffre d'affaires et les résultats d'exploitation.

La croissance de MTY est tributaire du maintien du réseau de franchises actuel, lequel est assujéti au renouvellement des baux existants à des taux acceptables et à la capacité de MTY de poursuivre son expansion. Pour cela, la Société doit obtenir des emplacements et des conditions de location convenables pour ses établissements, recruter des franchisés qualifiés, augmenter le chiffre d'affaires d'établissements comparables et réaliser des acquisitions. Le temps, l'énergie et les ressources nécessaires à l'intégration des entreprises acquises au réseau et à la culture de MTY peuvent aussi avoir une incidence sur ses résultats.

### Arrangements hors-bilan

MTY n'a aucun arrangement hors-bilan.

### Transactions entre parties liées

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales, qui sont des parties liées à la Société, ont été éliminés au moment de la consolidation. Les transactions entre la Société et d'autres parties liées sont présentées ci-dessous.

### Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération versée aux administrateurs et aux principaux dirigeants au cours de la période :

	<b>Trimestre clos le 30 novembre 2015</b>	<b>Exercice clos le 30 novembre 2015</b>	Trimestre clos le 30 novembre 2014	Exercice clos le 30 novembre 2014
	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme	204	842	188	809
Jetons de présence des administrateurs	11	42	10	40
Rémunération totale des principaux dirigeants	<b>215</b>	<b>884</b>	198	849

Les principaux dirigeants sont le chef de la direction, le chef de l'exploitation et le chef de la direction financière de la Société. La rémunération des administrateurs et des membres clés de la haute direction est déterminée par le conseil d'administration en fonction du rendement individuel et des tendances du marché.

En raison du nombre élevé de ses actionnaires, aucune partie n'exerce le contrôle ultime de la Société. Le principal actionnaire de la Société est son chef de la direction, qui contrôle 26% des actions en circulation.

La Société verse également des avantages salariaux à des personnes liées aux principaux dirigeants mentionnés ci-dessus. Leur rémunération totale a été la suivante :

	<b>Trimestre clos le 30 novembre 2015</b>	<b>Exercice clos le 30 novembre 2015</b>	Trimestre clos le 30 novembre 2014	Exercice clos le 30 novembre 2014
	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme	<b>115</b>	<b>394</b>	119	538
Rémunération totale des personnes liées aux principaux dirigeants	<b>115</b>	<b>394</b>	119	538

Une société appartenant à des personnes liées aux principaux dirigeants détient une participation ne lui donnant pas le contrôle dans l'une des filiales de la Société qui est inactive.

### **Adoption de normes comptables internationales**

Le 1<sup>er</sup> décembre 2014, la Société a adopté la norme qui suit, publiée par l'IASB :

#### *Modifications d'IAS 32, Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers*

La Société a appliqué les modifications d'IAS 32, *Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers* pour la première fois durant l'exercice 2015. Les modifications d'IAS 32 donnent des précisions sur les exigences en matière de compensation d'actifs financiers et de passifs financiers. En particulier, elles précisent le sens des expressions « a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compensation » et « réalisation et règlement simultanés ».

Comme la Société ne dispose pas d'actifs financiers ni de passifs financiers admissibles à la compensation, l'application des modifications n'a eu aucune incidence sur les informations à fournir ou sur les montants comptabilisés dans ses états financiers consolidés.

### **Modifications comptables futures**

Plusieurs nouvelles normes, interprétations et modifications de normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), mais n'étaient pas encore en vigueur pour la période terminée le 30 novembre 2015 ; elles n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Les normes suivantes pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société :

En vigueur pour les exercices ouverts à compter du :

IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2018	Adoption anticipée permise
IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2018	Adoption anticipée permise
IFRS 16, <i>Contrats de location</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2019	Adoption anticipée permise
IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Adoption anticipée permise

IFRS 9 remplace les lignes directrices d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme comporte des exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation, à la dépréciation, à la décomptabilisation et au modèle général de comptabilité de couverture. L'IASB a terminé son projet visant à remplacer IAS 39 par étapes, étoffant IFRS 9 chaque fois qu'une étape était franchie. La version de la norme publiée en 2014 remplace toutes les versions précédentes ; néanmoins, pendant une période définie, des versions précédentes d'IFRS 9 peuvent faire l'objet d'une adoption anticipée, si ce n'est déjà

fait, pourvu que la date d'application initiale pertinente soit antérieure au 1<sup>er</sup> février 2015. IFRS 9 ne remplace pas l'exigence concernant la comptabilité de couverture de juste valeur dans le cas du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille ; cette phase du projet a été dissociée du projet IFRS étant donné le caractère à plus long terme du projet de macro-couvertures qui, suivant la procédure officielle, en est présentement au stade du document de travail. En conséquence, l'exception prévue par IAS 39 à l'égard de la couverture de juste valeur dans le cas de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers continue de s'appliquer.

IFRS 15 remplace les normes suivantes : IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. Cette nouvelle norme prescrit le traitement comptable et la présentation des produits des activités ordinaires découlant de tout contrat avec les clients.

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 qui fournit un modèle détaillé pour l'identification des contrats de location et leur traitement dans les états financiers des preneurs et des bailleurs. La norme a préséance sur IAS 17, *Contrats de location* et les indications interprétatives qui l'accompagnent. Des changements importants sont apportés à la comptabilité du preneur, la distinction actuelle entre contrats de location-financement et contrats de location simple étant éliminée, tandis que l'actif lié au droit d'utilisation et l'obligation locative sont comptabilisés pour tous les contrats de location (sous réserve de quelques exceptions à l'égard de la location à court terme et de la location d'actifs de faible valeur). À l'opposé, IFRS 16 n'apporte pas de changements significatifs au traitement comptable exigé des bailleurs. IFRS 16 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et l'application anticipée est permise si IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* a aussi été appliquée.

IAS 1 clarifie et modifie les exigences relatives à l'information à présenter.

La Société évalue actuellement l'étendue de l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

### **Risque lié à l'environnement économique**

L'entreprise de la Société est tributaire de nombreux aspects d'un environnement économique général sain qui vont de dépenses de consommation soutenues propres à promouvoir les ventes jusqu'à l'accessibilité au crédit requis pour financer les franchisés et la Société. À la lumière des récentes tourmentes qui ont touché l'économie, le crédit et les marchés financiers, la rentabilité de la Société et le cours de ses actions ne sont pas à l'abri de revers. Les hypothèses de planification actuelles de la Société prévoient que la récession qui traverse présentement les provinces où elle fait affaires aura une incidence sur l'industrie de la restauration rapide. Cependant, la direction juge que la situation économique actuelle n'aura pas de conséquences majeures sur la Société pour les raisons suivantes : 1) la Société dispose de solides flux de trésorerie ; 2) pendant une période de ralentissement économique, les établissements de restauration rapide sont une option abordable pour les consommateurs qui souhaitent prendre un repas à l'extérieur.

### **Instruments financiers et exposition au risque financier**

Dans le cours normal de ses activités, la Société a recours à divers instruments financiers qui comportent, de par leur nature, certains risques, notamment le risque de marché et le risque de crédit en cas de non-exécution de la part des contreparties. Ces instruments financiers sont soumis aux normes de crédit, aux contrôles financiers, aux procédés de gestion du risque et aux procédés de surveillance habituels.

Le classement, la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers sont les suivants :

**Au 30 novembre 2015**

	<b>Prêts et débiteurs</b>	<b>Autres passifs financiers au coût amorti</b>	<b>Valeur comptable totale</b>	<b>Juste valeur</b>
	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie	33 417	-	33 417	33 417
Débiteurs	18 734	-	18 734	18 734
Prêts à recevoir	457	-	457	457
Dépôts	242	-	242	242
	<b>52 850</b>	<b>-</b>	<b>52 850</b>	<b>52 850</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Ligne de crédit		6 300	6 300	6 300
Créditeurs et charges à payer		24 361	24 361	24 361
Dette à long terme*		7 956	7 956	7 956
		<b>38 617</b>	<b>38 617</b>	<b>38 617</b>

\* Y compris la tranche à court terme de la dette à long terme.

**Au 30 novembre 2014**

	<b>Prêts et débiteurs</b>	<b>Autres passifs financiers au coût amorti</b>	<b>Valeur comptable totale</b>	<b>Juste valeur</b>
	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie	6 701	-	6 701	6 701
Débiteurs	16 809	-	16 809	16 809
Prêts à recevoir	686	-	686	686
Dépôts	240	-	240	240
	<b>24 436</b>	<b>-</b>	<b>24 436</b>	<b>24 436</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Ligne de crédit	-	11 750	11 750	11 750
Créditeurs et charges à payer	-	14 151	14 151	14 151
Dette à long terme*	-	10 668	10 668	10 668
	<b>-</b>	<b>36 569</b>	<b>36 569</b>	<b>36 569</b>

\* Y compris la tranche à court terme de la dette à long terme.

La juste valeur d'un instrument financier est le prix qui serait reçu de la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Elle est établie en fonction de l'information disponible sur le marché à la date de l'état consolidé de la situation financière. En l'absence d'un marché actif pouvant fournir de l'information sur l'instrument financier, la Société utilise les méthodes d'évaluation décrites ci-dessous pour établir la juste valeur de l'instrument. La Société s'appuie essentiellement sur des données d'entrée externes observables du marché pour formuler les hypothèses nécessaires à certains modèles d'évaluation. Des hypothèses ou intrants qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables sont utilisées en l'absence de données externes. Ces hypothèses ou facteurs représentent la meilleure évaluation par la direction des hypothèses ou facteurs qui seraient utilisés par des intervenants de marché à l'égard de ces instruments. Le risque de crédit de la contrepartie ainsi que le risque de crédit de la Société même sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers :

- *Trésorerie, débiteurs, créditeurs et charges à payer* – La valeur comptable se rapproche de la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.
- *Prêts à recevoir* – Les prêts à recevoir portent généralement intérêt aux taux du marché ; la direction estime donc que leur valeur comptable se rapproche de leur juste valeur.
- *Dettes à long terme* – Le calcul de la juste valeur de la dette à long terme est fondé sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs selon les ententes de financement en vigueur, en fonction du taux d'emprunt estimatif s'appliquant actuellement à des emprunts similaires de la Société.

### **Politiques en matière de gestion des risques**

La Société est exposée à divers risques liés à ses actifs et passifs financiers. L'analyse qui suit présente une évaluation des risques au 30 novembre 2015.

#### **Risque de crédit**

La Société est exposée au risque de crédit principalement en raison de ses débiteurs. Les montants figurant à l'état consolidé de la situation financière sont présentés après déduction des provisions pour créances douteuses, que la direction de la Société estime en fonction de l'expérience passée et de son analyse de la conjoncture économique actuelle. La Société estime que le risque de crédit lié à ses débiteurs est limité pour les raisons suivantes :

- Sauf pour ce qui est des montants à recevoir d'établissements établis dans d'autres pays, la Société s'appuie sur une vaste clientèle répartie surtout au Canada, ce qui limite la concentration du risque de crédit.
- La Société inscrit une provision pour créances douteuses lorsque la direction estime que les montants qu'elle devrait recouvrer sont inférieurs au montant réel de la créance.

Le risque de crédit lié à la trésorerie est limité du fait que la Société investit ses liquidités excédentaires dans des instruments financiers de première qualité auprès de contreparties solvables.

Le risque de crédit lié aux prêts à recevoir est semblable à celui lié aux débiteurs. Une provision pour créances douteuses s'élevant à 11 \$ (9 \$ au 30 novembre 2014) est présentement comptabilisée à l'égard de prêts à recevoir.

#### **Risque de change**

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. C'est principalement par le biais de ses établissements à l'étranger, dont les ventes sont libellées en monnaies étrangères, que la Société est exposée au risque de change. Les établissements étrangers de la Société utilisent le dollar américain comme monnaie fonctionnelle. L'exposition de la Société au risque de change découle principalement de la trésorerie, d'autres éléments du fonds de roulement et des obligations financières de ses établissements étrangers.

Sauf en ce qui concerne les transactions en devises mentionnées ci-dessus, la Société est peu exposée au risque lié au dollar américain ; ce risque fluctue en fonction des variations du taux de change dans la mesure où des opérations sont conclues dans cette devise. De l'avis de la Société, ce risque est relativement limité.

Au 30 novembre 2015, la Société disposait d'une trésorerie en dollars américains s'élevant à 1 511 \$ et comptait des débiteurs d'un montant net de 874 \$CA et des créditeurs d'un montant net de 954 \$CA (1 766 \$, 945 \$CA et 836 \$CA respectivement au 30 novembre 2014). Toutes autres variables demeurant



constantes, une variation raisonnable possible de 1% du taux de change du dollar canadien donnerait lieu à une variation de 15 \$CA (18 \$CA au 30 novembre 2014) du résultat net et du résultat global.

### Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa ligne de crédit renouvelable et de sa facilité de gestion du risque de trésorerie. Les deux facilités portent intérêt à un taux variable et, par conséquent, la charge d'intérêts pourrait éventuellement devenir plus importante. Une somme de 6 300 \$ avait été prélevée sur la facilité de crédit au 30 novembre 2015 (11 750 \$ au 30 novembre 2014). Une augmentation de 100 points de base du taux préférentiel de la banque donnerait lieu à une augmentation de 65 \$ par année (118 \$ en 2014) de la charge d'intérêts sur l'encours de la ligne de crédit. La Société circonscrit ce risque en utilisant des acceptations bancaires à court terme tirées sur la ligne de crédit.

### Risque de liquidité

La Société conserve des facilités de crédit afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour respecter ses obligations financières actuelles et futures à un coût raisonnable.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 30 novembre 2015 :

<i>(En milliers)</i>	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Entre 0 et 6 mois	Entre 6 et 12 mois	Entre 12 et 24 mois	Ultérieures
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ligne de crédit	6 300	6 300	6 300	—	—	—
Créditeurs et charges à payer	24 361	24 361	24 361	—	—	—
Dette à long terme	7 956	8 098	3 788	2 632	883	795
Intérêts sur la dette à long terme	S/O	270	105	58	60	47
	<b>38 617</b>	<b>39 029</b>	<b>34 554</b>	<b>2 690</b>	<b>943</b>	<b>842</b>

### Aperçu

La direction est d'avis que la tendance dans l'industrie de la restauration rapide continuera de croître en réponse à la demande de consommateurs occupés et pressés.

À très court terme, le premier objectif de la direction consistera à restaurer un chiffre d'affaires d'établissements comparables positif en créant plus d'innovation, en misant sur la qualité du service à la clientèle dans chacun de ses établissements et en optimisant la valeur offerte à sa clientèle. La direction s'attachera aussi à finaliser l'intégration des nouvelles enseignes acquises.

L'industrie de la restauration rapide demeurera exigeante et la direction estime qu'en mettant l'accent sur l'offre alimentaire, la constance et l'ambiance, les restaurants de MTY se tailleront une plus forte position pour faire face aux défis. Considérant le contexte concurrentiel rigoureux où plus de restaurants s'affrontent pour s'accaparer les dollars d'une consommation discrétionnaire limitée, chaque concept doit préserver et améliorer la pertinence de son offre aux consommateurs.

La direction continuera de mettre l'accent sur l'optimisation de la valeur pour les actionnaires de la Société en ajoutant de nouveaux établissements aux concepts existants et elle demeure à la recherche d'acquisitions potentielles afin d'accroître la part de marché de MTY.

## **Contrôles et procédures**

### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans les rapports déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières soit saisie, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour garantir que cette information soit colligée puis communiquée efficacement à la direction de la Société de sorte que celle-ci puisse prendre des décisions en temps opportun quant à la communication de l'information.

Bien que la direction examine régulièrement les contrôles et procédures de communication de l'information, elle ne peut fournir d'assurance absolue étant donné que les systèmes de contrôle ne peuvent prévenir ou détecter toutes les inexactitudes liées à des erreurs ou à la fraude en raison des limites inhérentes qu'ils comportent.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont conclu que la conception des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») au 30 novembre 2015 fournit une assurance raisonnable que les informations importantes relatives à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur sont communiquées pendant la période de préparation des documents d'information.

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Il incombe au chef de la direction et au chef de la direction financière d'établir et de maintenir un processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière. Les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière soit fiable et que les états financiers aient été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Après avoir évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société au 30 novembre 2015, le chef de la direction, le chef de la direction financière et la direction ont conclu qu'ils étaient efficaces.

Après avoir procédé à une évaluation, le chef de la direction, le chef de la direction financière et la direction sont venus à la conclusion qu'à leur connaissance, au 30 novembre 2015, aucun changement n'avait été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui ait eu ou soit raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

### **Limites des contrôles et procédures**

La direction, y compris le président et chef de la direction et le chef de la direction financière, estiment que, si bien conçus et appliqués qu'ils soient, les contrôles et procédures de communication de l'information ou les contrôles internes à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs des systèmes de contrôles soient atteints. De plus, la conception d'un système de contrôles doit refléter le fait qu'il existe des contraintes au plan des ressources et que les bénéfices des contrôles doivent être évalués en fonction de leurs coûts. Étant donné les limites inhérentes à tous les systèmes de contrôles, aucun ne peut fournir l'assurance absolue que tous les problèmes de contrôle et cas de fraude, s'il en est à l'intérieur de la Société, ont été prévenus ou détectés. Ces limites inhérentes comprennent que le jugement des faits lors d'une prise de décision peut être faussé et qu'un incident peut survenir d'une simple erreur ou par méprise. En outre, les contrôles peuvent être contournés par les actes individuels de certaines personnes, par collusion entre deux personnes ou plusieurs, ou par dérogation non autorisée au contrôle. La conception d'un système de surveillance des contrôles est aussi fondée en partie sur certaines hypothèses à l'égard de la possibilité

d'événements futurs et rien ne peut garantir que le système conçu parviendra à atteindre les objectifs qui lui ont été fixés dans toutes les conditions éventuelles futures.

En conséquence, étant donné les limites inhérentes à un système de contrôle efficient, des inexactitudes dues à l'erreur ou à la fraude peuvent survenir et ne pas être détectées.

### **Limites de l'étendue de la conception**

La direction de la Société, de concert avec son président et chef de la direction et son chef de la direction financière, a limité l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société pour en exclure les contrôles, politiques et procédures et les contrôles internes à l'égard de l'information financière relatifs aux activités des établissements acquis récemment, soit Big Smoke Burger (acquis le 18 septembre 2015) et Manchu Wok, Wasabi Grill & Noodle et SenseAsian (acquis le 18 décembre 2014). Exclusion faite du goodwill créé lors des acquisitions, ces établissements représentent respectivement 3% et 4% de l'actif de la Société (2% et 3% de l'actif courant ; et 3% et 4% de l'actif non courant) ; ils représentent aussi 2% et 7% du passif courant ainsi que 11% et 8% du passif à long terme ; 1% et 10% des produits de la Société ainsi que 0% et 12% du résultat de net de la Société pour la période close le 30 novembre 2015.

La direction de la Société, de concert avec son président et chef de la direction et son chef de la direction financière, a circonscrit l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société pour en exclure les contrôles, politiques et procédures et les contrôles internes à l'égard de l'information financière relatifs à certaines entités ad hoc sur lesquelles la Société est habilitée à exercer un contrôle de fait et qui, par conséquent, ont été consolidées dans les états financiers consolidés de la Société. Pour l'exercice clos le 30 novembre 2015, ces entités ad hoc représentent 0% de l'actif courant de la Société, 0% de son actif non courant, 0% de son passif courant, 0% de son passif à long terme, 4% de ses produits et 0% de son résultat net.

*“Stanley Ma”*

---

Stanley Ma  
Chef de la direction

*“Éric Lefebvre”*

---

Éric Lefebvre, CPA, CA, MBA  
Chef de la direction financière